

**AMNESTY INTERNATIONAL
AMERICAN CIVIL LIBERTIES UNION
COALITION POUR METTRE FIN À L'UTILISATION D'ENFANTS SOLDATS
HUMAN RIGHTS FIRST
HUMAN RIGHTS WATCH**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ÉFAI

12 janvier 2009

Guantánamo. Des organisations des droits humains demandent à Barack Obama d'abandonner les poursuites contre des enfants soldats

(Washington, DC) -- Cinq grands groupes de défense des droits humains et des libertés publiques ont adressé une lettre au président élu Barack Obama le 12 janvier 2009 pour lui demander de suspendre les commissions militaires à Guantánamo Bay, et de faire le nécessaire pour que le procès du Canadien Omar Khadr, âgé de vingt-deux ans, n'ait pas lieu. La date d'ouverture de ce procès est fixée au 26 janvier, soit six jours après l'investiture du nouveau président des États-Unis.

Omar Khadr doit être jugé par une des commissions militaires, instances abondamment discréditées, pour des crimes qu'il est accusé d'avoir commis lorsqu'il était âgé de quinze ans. Le recrutement de mineurs dans des conflits armés est très largement considéré de par le monde comme constituant en soi une grave atteinte aux droits fondamentaux. Ceci se reflète dans le fait qu'aucun tribunal international existant n'a jamais jugé un mineur pour crime de guerre.

Les cinq groupes – l'American Civil Liberties Union, Amnesty International, la Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats, Human Rights First et Human Rights Watch – ont appelé le président élu à abandonner les charges retenues par une commission militaire contre Omar Khadr et à le rapatrier au Canada ou, si les éléments à charge le justifient, à le faire juger par une juridiction fédérale aux États-Unis, dans le respect des normes internationales régissant l'équité des procès et la justice pour mineurs.

Ces organisations ont également appelé le président élu Barack Obama à immédiatement suspendre la procédure engagée contre l'Afghan Mohammed Jawad, également inculpé par une commission militaire de crimes qu'il aurait commis alors qu'il était âgé de seize ou dix-sept ans. Un juge militaire a statué à deux reprises que les déclarations faites par Mohammed Jawad après son arrestation n'étaient pas recevables parce qu'elles avaient été obtenues sous la torture. Le gouvernement a cependant remis en cause cette décision, et le Tribunal de révision des commissions militaires à Washington DC doit examiner cette affaire mardi 13 janvier.

La lettre que les cinq organisations ont envoyée au président élu Barack Obama se trouve sur le site d'Amnesty International, à l'adresse suivante :

<http://www.amnesty.org/en/library/info/AMR51/002/2009/en>

Documents d'Amnesty International sur Omar Khadr et Mohammed Jawad :

USA: In whose best interests? Omar Khadr, child 'enemy combatant' facing military commission, avril 2008, <http://www.amnesty.org/en/library/info/AMR51/028/2008/en>.

USA: From ill-treatment to unfair trial. The case of Mohammed Jawad, child 'enemy combatant', août 2008 <http://www.amnesty.org/en/library/info/AMR51/091/2008/en>

Action urgente d'Amnesty International en direction du président élu Barack Obama, au sujet d'Omar Khadr <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR51/001/2009/fr>

Pour plus d'informations, veuillez prendre contact avec :

À Washington DC, Human Rights Watch, Jennifer Daskal : +1-202-612-4349 ; +1-202-365-3758 (mobile)

À New York, Human Rights Watch, Jo Becker : +1-212-216-1236 ; +1-914-263-9643 (mobile)

À New York, American Civil Liberties Union, Laurie Gindin Beacham : +1-212-549-2666 ; media@aclu.org ;

À New York, Human Rights First, Deborah Colson : +1-212-845-5247 ; +1-917-543-6490 (mobile) ;

Colson@humanrightsfirst.org

À Londres, Amnesty International, Josefina Salomon : +44 207 413 5562 ; +44 7778 472 116 (mobile) ;

jsalomon@amnesty.org

À Londres, Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats, Lucia Withers : +44 207 367 4116 (mobile).

FIN